ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 23 novembre 1966, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le tarif annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif les taxes consulaires et des droits de chancellerie", a donné le 7 décembre 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 23e november 1966 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de tarieven gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten", heeft de 7e december 1966 het volgend advies gegeven :

Préambule.

L'article 8 de la loi du 4 juillet 1956 ne constitue pas le fondement légal du projet et il est inutile de le mentionner.

L'arrêté royal du 28 juin 1960 ne doit pas être repris au deuxième alinéa du préambule car il se borne à modifier la rubrique 32 de la section III du tarif I. Cette rubrique est entièrement remplacée par le présent projet. L'arrêté royal du 28 juin 1960 sera donc abrogé; il n'est dès lors pas nécessaire d'en prescrire l'abrogation, à l'article 3 du projet.

La loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers et l'arrêté royal du 21 décembre 1965 relatif aux conditions d'entrée, de séjour et d'établissement des étrangers en Belgique ne constituent pas la base légale des mesures de tarification prises par le projet; leur mention, au préambule, doit en conséquence être omise.

Dispositif.

Dans le texte proposé pour la rubrique 32 de la section III, il existe une certaine répétition de formules que le texte proposé ci-après évite.

A la rubrique 32, i, visant le passeport collectif, il est inutile de prévoir que le droit est arrondi au multiple de cinq francs immédiatement supérieur, puisque la réduction au dixième s'applique à des droits de cinquante, cent et deux cents francs.

.../...

Le Gouvernement aura à apprécier s'il n'y aurait pas lieu de prévoir une date d'entrée en vigueur de l'arrêté, qui permette aux consuls belges et aux agents diplomatiques de connaître, en temps utile, la date à laquelle ils devront appliquer le nouveau tarif. A cet égard, le Conseil d'Etat rappelle la disposition faisant l'objet de l'article 2 de l'arrêté royal du 25 août 1960 modifiant la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie. Ce point pourrait faire l'objet d'un article 4.

Pour le surplus, le projet appelle certaines modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaire et qui sont contenues dans le texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL MODIFIANT LE TARIF ANNEXE A LA LOI DU 4 JUILLET 1956 PORTANT LE TARIF DES TAXES CONSULAIRES ET DES DROITS DE CHANCELLERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut,

Vu la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, notamment les articles 3 et 11;

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne signé à Rome, le 25 mars 1957, et approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 48 et 49;

.../...

Vu la directive arrêtée le 25 mars 1964 par le conseil de la Communauté économique européenne, relative à la suppression des restrictions au déplacement et au séjour des travailleurs des Etats-membres et de leur famille à l'intérieur de la Communauté, notamment les articles 3, § 2, et 7, § 2;

Vu la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux signée à Bruxelles, le 11 avril 1960, et approuvée par la loi du 30 juin 1960, notamment les articles 3, 4, 5, 13 et 14;

Vu la décision prise le 13 novembre 1965 par le groupe de travail pour la circulation des personnes, en vue de l'exécution de cette convention et relative aux conditions d'entrée des étrangers et à la délivrance des visas, notamment les articles 31, 32 et 33;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La rubrique 32 de la section III du tarif I annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant le tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie, modifiée par l'arrêté royal du 28 juin 1960, est remplacée par les dispositions suivantes :

.../...

" NATURE DES ACTES	BASE DE LA PERCEPTION	TAXATION (francs)
32 a. Visa d'un passeport étranger valable pour le transit par le territoire du Benelux :		
1° sans arrêt	par acte	gratis
2° avec arrêt de trois jours au maximum	idem	gratis
b. Visa d'un passeport étranger valable pour un ou plusieurs voyages sur le territoire du Benelux :		
1° pendant un mois au maximum	idem	50
2° pendant trois mois au maximum	idem	100
3° pendant un an au maximum et pour plusieurs voyages	idem	200
c. Visa d'un passeport étranger d'un étranger établi en Belgique et soumis au visa de retour, valable pour retourner en Belgique dans les huit jours	idem	50
d. Les visas mentionnés sub b et c sont délivrés sans frais aux membres de la famille des travailleurs qui sont ressortissants de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Luxembourg et de l'Italie, et qui ne possèdent pas la nationalité de l'un de ces Etats	idem	gratis

.../...

e. L'apposition de visas sur les passeports des gens de mer étrangers donne lieu à la perception des droits prévus sub a, b et c ci-dessus		
f. Visa d'un passeport collectif	par personne	1/10 du droit applicable pour le visa individuel (avec un minimum de 100 francs par visa)
g. Pour la perception des droits, une autorisation tenant lieu de visa est assimilée à un visa".		

Article 2.-

La rubrique 33 de la section III du tarif I annexé à la même loi est remplacée par les dispositions suivantes :

	BASE DE LA PERCEPTION	TAXATION (francs)
"33 a. Autorisation de séjour provisoire en Belgique avec droit de transit par les Pays-Bas et le Luxembourg	par acte	100
b. L'autorisation sub a ci-dessus est délivrée sans frais aux membres de la famille des travailleurs qui sont ressortissants de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Luxembourg et de l'Italie, et qui ne possèdent pas la nationalité d'un de ces Etats	idem	gratis".

.../...

Article 3.-

Le tarif III annexé à la même loi est complété par les dispositions suivantes :

"Article 6.

1. La conversion ou la prorogation d'un visa apposé sur un passeport étranger donne lieu à la perception suivante :

a. Conversion d'un visa de transit sans ou avec séjour de trois jours maximum en un visa de voyage pour une durée maximum d'un mois . . . 50 francs

b. Prorogation d'un visa de voyage pour une durée maximum de :

- un mois . . . . . 50 francs
- trois mois . . . . . .100 francs
- un an . . . . . 200 francs

2. La conversion d'un visa de voyage valable pour un seul voyage en un visa de voyage valable pour plusieurs voyages sans prorogation de la durée de validité est effectuée sans frais.

3. L'apposition d'un visa de retour sur un passeport étranger d'un étranger établi en Belgique donne lieu à la perception suivante selon que la durée de validité du visa est de :

.../...

a. un mois . . . . . 50 francs

b. trois mois . . . . . 100 francs

c. un an . . . . . 200 francs.

Article 7.-

L'apposition, la conversion et la prorogation des visas prévues à l'article 6 sont effectuées sans frais si les bénéficiaires sont des membres de la famille de travailleurs ressortissants de la Belgique, des Pays-Bas, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, du Luxembourg et de l'Italie et ne possèdent pas la nationalité de l'un de ces Etats.

Article 8.

Pour la perception des droits, une autorisation tenant lieu de visa est assimilée à un visa".

Article 4.-

... (voir l'observation relative à l'entrée en vigueur de l'arrêté) ...

Article 5.-

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

...

...

YC. L. 9876/2.

Aanhef.

Artikel 8 van de wet van 4 juli 1956 levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en hoeft dus niet te worden vermeld.

Evenmin hoeft te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 28 juni 1960, dat alleen maar wijziging brengt aan rubriek 32 van afdeling III van tarief 1. Die rubriek wordt in het ontwerp geheel vervangen. Het koninklijk besluit van 28 juni 1960 zal dus opgeheven zijn, zodat het onnodig is de opheffing ervan voor te schrijven, zoals artikel 3 van het ontwerp doet.

De wet van 28 maart 1952 op de vreemdelingenpolitie en het koninklijk besluit van 21 december 1965 betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen België mogen binnenkomen, er verblijven en er zich vestigen, leveren geen rechtsgrond op voor de tarificatiemaatregelen van het ontwerp; zij hoeven dan ook in de aanhef niet te worden vermeld.

Artikelen.

In de tekst welke het ontwerp voorstelt voor rubriek 32 van afdeling III komen een aantal formules geregeld terug; in de hierna voorgestelde tekst is dat vermeden.

In de rubriek 32, i, over het collectief paspoort, is het onnodig te zeggen dat het recht naar bov wordt afgerond op een veelvoud van vijf frank, want de vermindering tot een tiende wordt toegepast op rechten van vijftig, honderd en tweehonderd frank.

.../...

De Regering dient te oordelen of voor de inwerkingtreding van het besluit geen datum moet worden bepaald, opdat de Belgische consuls en de diplomatieke agenten tijdig weten wanneer zij het nieuwe tarief moeten toepassen. Men denke in dit verband aan artikel 2 van het koninklijk besluit van 25 augustus 1960 tot wijziging van de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten. Een artikel 4 zou dit punt kunnen regelen.

Voorts moet het ontwerp naar de vorm enige wijzigingen ondergaan, die geen commentaar behoeven en in de hierna voorgestelde tekst zijn verwerkt.

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET TARIEF GEVOEGD BIJ DE WET VAN 4 JULI 1956 HOUDENDE HET TARIEF DER CONSULAIRE RECHTEN EN DER KANSELARIJRECHTEN.

BOUWDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten, inzonderheid op de artikelen 3 en 11;

Gelet op het verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, ondertekend te Rome op 25 maart 1957 en goedgekeurd door de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 48 en 49;

.../...

Gelet op de richtlijn van de Raad van de Europese Economische Gemeenschap van 25 maart 1964 inzake de opheffing van de beperkingen van de verplaatsing en het verblijf van de werknemers van de Lid-Staten en van hun familie binnen de Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 3, § 2, en 7, § 2;

Gelet op de conventie tussen het Koninkrijk België, het Groot-Hertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden nopens de verlegging van de personencontrole naar de buitengrenzen van het Beneluxgebied, ondertekend te Brussel op 11 april 1960 en goedgekeurd door de wet van 30 juni 1960, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5, 13 en 14;

Gelet op de beslissing door de Werkgroep voor het personenverkeer op 13 november 1965 ter uitvoering van die conventie genomen, betreffende de voorwaarden waaronder vreemdelingen mogen binnenkomen en het verlenen van visa, inzonderheid op de artikelen 31, 32 en 33;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van onze Minister van Buitenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Rubriek 32 van afdeling III van tarief I, gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende het tarief der consulaire rechten en der kanselarijrechten, gewij-

.../...

zigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1960, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

" AARD DER AKTEN.	GRONDSLAG VAN HET TE HEFFEN RECHT.	RECHTEN (franken).
32 a. Visum in een vreemd paspoort geldig voor doorreis door het Beneluxgebied		
1° zonder oponthoud	per akte	kosteloos
2° met oponthoud van ten hoogste drie dagen	idem	kosteloos
b. Visum in een vreemd paspoort geldig voor één of meer reizen in het Beneluxgebied :		
1° gedurende ten hoogste een maand	idem	50
2° gedurende ten hoogste drie maanden	idem	100
3° gedurende ten hoogste een jaar en voor verschillende reizen	idem	200
c. Visum in een vreemd paspoort van een in België gevestigd en aan het terugkeervisum onderworpen vreemdeling, geldig om binnen acht dagen naar België terug te keren	idem	50
d. De visa vermeld onder b en c worden kosteloos afgegeven aan familieleden van werknemers die onderdaan zijn van België, Nederland, Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, Luxemburg of Italië, en die de nationaliteit van een van die Staten niet bezitten	idem	kosteloos

.../...

e. Het aanbrengen van visa in paspoorten van vreemde zeelieden geeft aanleiding tot het innen van de hiervoren onder a, b en c bepaalde rechten		
f. Visum in een collectief paspoort	per persoon	1/10 van het recht toepasselijk voor het individueel visum (met een minimum van 100f per visum)
g. Voor het innen van de rechten is een visumverklaring gelijkgesteld met een visum".		

Artikel 2.-

Rubriek 33 van afdeling III van tarief I, gevoegd bij dezelfde wet, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

	GRONDSLAG VAN HET TE HEFFEN RECHT.	RECHTEN. (franken).
"33 a. Machtiging tot voorlopig verblijf in België met recht van doorgang door Nederland en Luxemburg.	per akte	100
b. De machtiging vermeld onder a hiervoren wordt kosteloos verstrekt aan familieleden van werknemers die onderdaan zijn van België, Nederland, Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, Luxemburg of Italië, en die de nationaliteit van een van die Staten niet bezitten	per akte	kosteloos".

.../...

Artikel 3.-

Het bij dezelfde wet gevoegde tarief III wordt met de volgende bepalingen aangevuld :

"Artikel 6.

1. Voor verandering of verlenging van een visum in een vreemd paspoort worden de volgende rechten geheven :

a. Verandering van een transitvisum zonder of met oponthoud van ten hoogste drie dagen in een reisvisum voor ten hoogste een maand ..... 50 frank

b. Verlenging van een reisvisum voor ten hoogste :
- een maand ..... 50 frank
- drie maanden ..... 100 frank
- een jaar ..... 200 frank.

2. Verandering van een reisvisum voor slechts één reis in een reisvisum voor verschillende reizen zonder verlenging van de geldigheidsduur geschiedt kosteloos.

3. Voor het aanbrengen van een terugkeervisum in een vreemd paspoort van een in België gevestigd vreemdeling wordt het volgende recht geheven naargelang het visum geldig is voor :

a. een maand ..... 50 frank
b. drie maanden ..... 100 frank
c. een jaar ..... 100 frank.

.../...

Artikel 7.

De visa worden kosteloos aangebracht, veranderd en verlengd als bedoeld in artikel 6, indien de begunstigden familieleden zijn van werknemers die onderdaan zijn van België, Nederland, Frankrijk, de Bondsrepubliek Duitsland, Luxemburg of Italië, en die de nationaliteit van een van die Staten niet bezitten.

Artikel 8.

Voor het innen van de rechten is een visumverklaring gelijkgesteld met een visum ".

Artikel 4.-

... (zie opmerkingen over de inwerkingtreding van het besluit). ..

Artikel 5.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

...

...

La chambre était composée de

Monsieur : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
Madame : G. CISELET, conseillers d'Etat,
Messieurs: F. REMION, staatsraden,
P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
G. ARONSTEIN, bijzitters van de afdeling wetgeving,
G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De Heer : G. VAN BUNNEN, staatsraad, voorzitter,
Mevrouw :
de Heren :
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s). G. VAN BUNNEN.